

CLAUDE LATTA

LA REVOLUTION DE 1848
DANS LE MONTRISONNAIS

MONTRISON
VILLAGE DE FOREZ

1991

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Combat du peuple parisien dans les journées des 22, 23 et 24
Février 1848.



Une grande révolution vient de s'accomplir; la République française vient de remplacer le gouvernement des Rois. Le peuple de Paris, dans une lutte de trois grands et immortels jours, vient de conquérir des droits pour tous les Français. Honneur à cette Garde Nationale! la gloire de la France, la gardienne vigilante de nos libertés! Que ces grands jours soient gravés en traits ineffaçables dans le cœur de tous les citoyens, et que les Héros morts pour cette sainte cause reçoivent de la Patrie des larmes et des lauriers immortels.

Un Gouvernement rétrograde et oligarchique vient d'être renversé par l'héroïsme du peuple de Paris, ce Gouvernement s'est enfui en laissant derrière lui une trace de sang qui lui défend de revenir jamais sur ses pas. Le sang du peuple a coulé comme en Juillet, mais cette fois ce sang généreux ne sera pas trompé; il a conquis un gouvernement national et populaire en rapport avec les droits, les progrès et la volonté de ce généreux peuple. Un Gouvernement provisoire et d'urgence, par la voie du peuple et des députés des départements, dans la séance du 25 Février, a été investi momentanément du soin d'assurer et d'organiser la victoire nationale; il est composé de :

MM. DUPONT (de l' Eure), LAMARTINE, CARRIÈRE, ARAGO, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS.
Les Secrétaires sont: ARMAND MARIAT, LOUIS BLANC, FERRIÈRE FLOCON, ALBERT.

AUTRE PROCLAMATION.

Français, donnez au monde l'exemple que Paris a donné à la France: préparez-vous, par l'ordre et la confiance en vous-mêmes, aux constitutions fortes que vous allez être appelés à vous donner. Le gouvernement provisoire veut la République, sous la ratification par le peuple qui sera immédiatement consulté. La liberté, l'égalité et la fraternité pour principes; le peuple, pour devise, est mot d'ordre; voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même et que nos efforts sauront lui assurer.

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, CARRIÈRE, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, MARIE, ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Paris, 25 Février 1848.

Le Gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. — Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens; il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entr'eux pour jouir du bénéfice légitime du travail. — Le Gouvernement provisoire rend, aux ouvriers auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile.

GARNIER-PAGÈS, Maire de Paris.

Propositions sur les Monts-de-piété.

Intérêt prêté à un taux modique. Délivrer le plus tôt possible et gratuitement à leurs propriétaires respectifs tous les objets engagés pour une somme de cent francs et au-dessous, tant

pour les Monts-de-piété de Paris que pour ceux des départements. — On couvrira le déficit produit par cette mesure, par des centimes d'humanité ajoutés à l'impôt.

Il faut qu'il y ait en France de l'union qui donne la force; il faut que tout citoyen prête un concours actif au nouveau gouvernement; qu'il soit prêt à défendre son indépendance et les droits qu'il vient de conquérir par son sang. Cette révolution est la cause de tous les peuples qui nous contemplant et qui nous imitent; il faut donc que par notre modération dans la victoire, que par notre amour pour l'ordre, le Français mérite le nom de citoyen qu'il vient de conquérir. La France est calme et tranquille, le drapeau national flotte sur les édifices et sur les fortifications de Paris; il a été arboré au cri de Vive la République; le coq gaulois est conservé. Tous les ministères fonctionnent maintenant. La cour de cassation ainsi que les autres tribunaux ont repris leurs séances. La justice se rend au nom du peuple et de la loi. La bourse est ouverte, la banque a repris ses opérations; 300 millions sont à la disposition du Gouvernement provisoire; les rapports de la banque avec le ministre des finances sont des plus satisfaisants. Les diamants de la couronne et les trésors du Louvre ont été portés au trésor national. Les caisses d'épargne reçoivent toujours de nouveaux et nombreux dépôts. Paris est richement approvisionné; les églises sont religieusement respectées. L'administration des hospices a organisé des mesures pour assurer des distributions de pain à tous les citoyens qui ont volontairement pris les armes. Des secours patriotiques arrivent de tous côtés pour les blessés, pour les veuves et les orphelins des héros morts pour la liberté. Vingt-quatre bataillons de garde nationale mobile ont été organisés, ils reçoivent une solde de 4 fr. 30 par jour; ils sont habillés et armés aux frais de l'Etat. La garde municipale est dissoute. Tous les gardes nationaux seront électeurs.

Voilà les travaux déjà faits par les hommes éminemment français qui se sont mis à la tête du Gouvernement; qu'ils reçoivent la récompense de leurs immenses travaux! Que les noms de ces citoyens généreux soient dans tous les cœurs et dans toutes les bouches! Honneur à Dupont (de l'Eure), à Lamartine, à Ledru-Rollin, à Carrière, à François Arago, à Bedeau, à Carnot, à Bethmont, à Cavaignac, à Garnier-Pagès, à Lamoricière. — Les adhésions des principales villes de France arrivent au nouveau Gouvernement. La Belgique a adopté pour gouvernement la forme républicaine. Le trône de Louis-Philippe a été brisé au pied de la colonne de Juillet.

La peine de mort est abolie pour cause de délit politique.

METZ, Imprimerie, Lithographie et Fabrique d'Images de DEMBOUR et GANCEL.

LA REVOLUTION DE 1848 DANS LE MONTBRISONNAIS

La révolution de 1848 - qui donne naissance à la seconde République (1848-1852) - est d'abord une révolution parisienne, faite par le peuple de Paris, soulevant une fois de plus les pavés de ses rues pour en faire des barricades qui mettront fin à la monarchie de Juillet et enverront le vieux roi Louis-Philippe en exil. Certes, elle fut préparée par la "campagne des banquets" qui pendant sept mois a réclamé à travers la province une "réforme électorale" abaissant le cens électoral de 200 F à 100 F, ce qui ne peut cependant pas passer pour une mesure révolutionnaire. L'interdiction du dernier banquet, prévu à Paris, a mis, en quelque sorte, le feu aux poudres. La révolution a éclaté à la suite de la fusillade du Boulevard des Capucines où siégeait alors le ministère des Affaires Etrangères : la troupe, se croyant menacée, a tiré sur la foule, faisant une cinquantaine de morts.

Les cadavres de quelques-unes des victimes ont été promenés toute la nuit du 23 au 24 février 1848 dans les rues des quartiers populaires de Paris sur une charrette encadrée de porteurs de torches et suivie d'une foule qui appelait aux armes les Parisiens.

Le lendemain, Paris est couvert de barricades. Louis-Philippe tente de former un gouvernement puis abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, âgé de dix ans. Mais la mère de ce dernier - la duchesse d'Orléans - tente en vain de se faire confier la régence par la Chambre des députés.

Un gouvernement provisoire est formé à Paris sous la présidence de Dupont de l'Eure, un octogénaire rescapé des assemblées révolutionnaires et qui incarne la continuité de l'idée républicaine. En réalité les personnages les plus importants du gouvernement sont Lamartine, Ledru-Rollin et le socialiste Louis Blanc. Une nouveauté qui provoque la sensation : un ouvrier - issu des sociétés secrètes - l'ouvrier Albert¹ fait partie de ce gouvernement.

La République est proclamée devant l'Hôtel de ville de Paris, lieu symbole de nos libérations de 1789 à 1944. En quelques jours tout le décor politique de la France de Louis-Philippe est changé. Le suffrage universel est proclamé : le corps électoral passe de 240 000 électeurs censitaires à 9 000 000. L'esclavage dans les colonies et la peine de mort en matière politique sont abolis. Le droit au travail est proclamé. Les ralliements se multiplient. C'est "l'illusion lyrique" si bien décrite par Georges Duveau dans son petit livre sur 1848².

Ces événements parisiens, qu'il était nécessaire de rappeler, comment vont-ils être perçus en province ? Comment la proclamation de la République va-t-elle être accueillie ? Comment, en particulier, le Montbrisonnais (la région de Montbrison) a-t-il vécu l'événement ? Quels enseignements pouvons-nous en tirer quant à l'histoire de la Seconde République elle-même ? Voici les questions que nous nous sommes posées en préparant cette étude.

1. Il s'appelait en réalité Alexandre Martin. Albert était son pseudonyme au sein des sociétés secrètes.

2. Georges Duveau : 1848 (Paris), Gallimard, collection Idées.

I - LE MONTBRISONNAIS A LA VEILLE DE LA REVOLUTION :

SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE

1 - Une région rurale, une petite capitale

Montbrison est à la frontière de deux mondes : les Monts du Forez - les "Montagnes du soir" - et la plaine semée d'étangs. Lieu d'échanges par ses marchés et ses foires du samedi, la ville a d'abord une fonction commerciale, sensible aux variations de la conjoncture.

C'est aussi une capitale administrative : depuis 1795, Montbrison est le chef-lieu du département de la Loire. Le préfet et tout son cortège de fonctionnaires, de militaires et de magistrats y résident et garantissent à Montbrison un rôle de capitale que Saint-Etienne, où s'est développée l'industrie, lui conteste. Les Stéphanois réclament régulièrement que la préfecture s'installe dans leur ville.

Montbrison n'a que 6 000 habitants : hommes de loi, fonctionnaires, propriétaires-rentiers, commerçants mais aussi journaliers, jardiniers et vigneron qui témoignent de l'imbrication du milieu urbain et du milieu rural. C'est une ville en partie repliée sur elle-même, à l'écart des grands courants de circulation depuis que le "grand chemin de Forez"³ a perdu son rôle ; le chemin de fer n'y parviendra qu'en 1868.

2 - La situation politique

Au point de vue politique, le Montbrisonnais semble acquis aux idées du "juste milieu" et à la monarchie de Juillet qui a su assurer la paix à l'extérieur et la prospérité à l'intérieur, du moins jusqu'en 1847. Une famille a dominé politiquement la ville pendant le règne de Louis-Philippe, celle des Lachèze. Le père, Claude Lachèze, mort en 1841, a été sous l'Empire, le premier magistrat de la cité. Il siège jusqu'en 1841 sur les bancs de la Chambre des députés. Son fils, Pierre Lachèze, président du tribunal, l'y rejoint en 1834. C'est une véritable dynastie. D'ailleurs les députés sont élus au suffrage censitaire par une minorité d'électeurs (en 1847, ceux-ci ne représentent que 2,5 % de la population masculine adulte pour l'arrondissement de Montbrison). Le cas de Pierre Lachèze est d'ailleurs exemplaire des méthodes politiques de la monarchie de Juillet. Il est à la fois magistrat et député, ce qui permet au gouvernement, à une époque où l'indemnité parlementaire n'existe pas, toutes pressions sur la représentation nationale. Le maire Laguérenne⁴ est, lui aussi, un partisan déclaré du régime.

Cependant les oppositions au régime existent, même si elles n'ont guère de possibilités de s'exprimer dans une presse surveillée par la censure ou dans une élection filtrée par le système censitaire.

3. C'est la route qui, au Moyen Age, menait des foires de Champagne aux ports du Languedoc et qui, dans la région, traversait Champdieu, Montbrison et Moingt.

4. Les maires étaient non pas élus mais nommés par le préfet.

- A droite, le légitimisme reste vivace. Les vieilles familles de l'aristocratie montbrisonnaise restent souvent fidèles à la branche aînée des Bourbons et à la personne du comte de Chambord, "Henri V", petit-fils de Charles X et prétendant des légitimistes.

En 1833, le procès des compagnons de la duchesse de Berry a montré la force du sentiment légitimiste dans le Montbrisonnais. En 1832, la duchesse de Berry, mère du comte de Chambord, avait, en effet, tenté à travers la France, une folle équipée qui la conduisit de Marseille à la Vendée - et qui échoua. Ceux de ses compagnons qui avaient été arrêtés en Provence furent jugés à Montbrison, devant la cour d'assises et ils furent acquittés : jugement politique, car leur participation à l'aventure de la duchesse de Berry était établie et, d'ailleurs, ils ne la niaient pas. Ils refusèrent de répondre aux questions qui leur étaient posées et laissèrent leurs avocats entretenir le doute. Acquittés, ils furent fêtés comme des héros par les vieilles familles montbrisonnaises. La composition du jury - formé de propriétaires, de boutiquiers et de membres des professions libérales - montrait que la bourgeoisie elle-même était loin d'être entièrement ralliée au nouveau régime.

Ce légitimisme politique s'incarnait dans quelques vieilles familles retranchées sur leurs terres : les de Meaux qui avaient hôtel particulier à Montbrison et château à Ecotay (Quérézieux) ; les Roux de la Plagne, de St-Paul d'Uzore (Amédée Roux de la Plagne fut le correspondant en Forez de la duchesse de Berry) ; les de Turge dont le salon avait un plafond peint où deux anges présentaient à la France la charte constitutionnelle de 1815⁵. Le légitimisme s'appuyait sur un clergé qui gardait la nostalgie de l'alliance du trône et de l'autel et avait une grande influence sur une population restée profondément catholique.

Le bonapartisme semblait peu représenté et n'avait aucun organe d'expression ou aucune institution qui pût lui servir de support. Mais il est à l'état diffus et imprègne le corps social, en particulier dans les campagnes où nombre d'anciens "grognards", nostalgiques de "l'épopée", entretiennent le culte de l'Empereur. Nous en avons un témoignage intéressant dans les *Souvenirs d'enfance* de Benoît Malon, fils d'un journalier de Précieux, qui devint plus tard l'un des théoriciens du socialisme français : un ancien soldat des armées impériales, Bonnet Viennet, annonce dès février 1848, le retour prochain du "neveu de l'Autre" et l'arbre de la liberté qu'il fait planter à Précieux est surmonté d'une *grossière peinture en bois représentant Louis Napoléon Bonaparte*⁶.

- A gauche, il est difficile d'apprécier de quel poids politique pèsent les républicains : leur chef est incontestablement Laurent Chavassieu⁷, grand bourgeois gagné à la République bien que son père ait été l'une des victimes de la Terreur⁸, héritier d'une dynastie d'hommes de loi montbrisonnais depuis trois

5. L'ancien salon des de Turge est aujourd'hui le C.D.I. (Centre de Documentation et d'Information) de l'école de la Madeleine.

6. Benoît Malon : *Fragment de Mémoires* (souvenirs d'enfance). Village de Forez, supplément au n° 20, octobre 1984.

7. Claude Latta : *Une famille de Notables montbrisonnais : les Chavassieu (XVII^e-XIX^e s.)*. Bulletin de la Diana, tome XLVII, 1982, p. 221-239.

8. Antoine Chavassieu, avoué à Montbrison, condamné à mort par la commission militaire, fusillé à Feurs le 10 février 1794.

génération, allié à de nombreuses familles de la bourgeoisie montbrisonnaise et de la petite aristocratie ; il a lui-même épousé une Pupier de Brioude et sa soeur, Victoire Chavassieu, est la femme du Dr Jacques de Laprade et la mère du jeune poète Victor de Laprade. Sa mère était une Bouchetal, vieille famille de St-Bonnet-le-Château. "Propriétaire" - c'est-à-dire vivant de ses rentes foncières - il habite à Montbrison, sur le boulevard qui porte aujourd'hui le nom de son fils, et s'occupe de ses domaines, en particulier celui de Goutteland, à St-Romain-le-Puy. Bel exemple de "bourgeois éclairé", gagné à la cause démocratique, respecté de tous, y compris de ceux qui ne partagent pas ses opinions. Il fait partie du conseil municipal.

Parmi ces républicains, Michel Bernard tient aussi une place particulièrement importante : directeur du Journal de Montbrison (fondé par son père Charles Bernard), il est imprimeur-libraire à Montbrison. Pendant la Seconde République, il dispose de fait d'une sorte de monopole de l'information : son journal, qui paraît deux fois par semaine, est d'une bonne qualité et joue sans doute un rôle important dans l'opinion. Michel Bernard est en outre bibliothécaire de la ville, conservateur d'un premier musée municipal installé dans les bâtiments de l'hôtel de ville. Membre de la Société d'agriculture, il se passionne pour les projets d'assainissement de la plaine de Forez. Il est surtout le Vénérable de la loge maçonnique de Montbrison à l'époque où artisans et boutiquiers deviennent majoritaires dans les loges - à Montbrison comme ailleurs - et où la franc-maçonnerie est gagnée par les idées républicaines. Michel Bernard reste cependant un républicain modéré, un notable dans la ville, bien représentatif de ces éléments d'une nouvelle classe politique à laquelle la monarchie de Juillet offre un cadre trop étroit pour ses ambitions.

Maître Nermon, avoué à Montbrison, est originaire de Saint-Bonnet-le-Courreau. Il est un ami de Tristan Duché, avocat et conseiller municipal à Saint-Etienne ; en 1840, le préfet avait fait opérer une perquisition à son domicile et sa correspondance avait été saisie⁹ : les poursuites n'avaient pas été plus loin mais cet épisode lui avait donné une intéressante position de victime.

Citons encore Mathieu Berlier, employé de préfecture, qui dans la première partie du règne de Louis-Philippe, a organisé à Montbrison une section de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen¹⁰, ce qui lui a valu d'être emprisonné pendant huit mois en 1834 lorsque la seconde révolte des canuts lyonnais a fait craindre aux autorités un soulèvement général des républicains.

Les idées socialistes - le socialisme utopique d'avant 1848 - ont aussi pénétré à Montbrison. Le poète Victor de Laprade, lors d'un de ses séjours montbrisonnais, a raconté qu'il eut une grande conversation avec un saint-simonien montbrisonnais dont il ne nous donne malheureusement pas le nom. Un ancien épiciériste, Claude Pérabut, reçoit d'autre part régulièrement les brochures de la Librairie phalanstérienne (éditées par les disciples de Fourier) : cela lui vaudra d'être arrêté après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. On compte aussi plusieurs réfugiés politiques polonais ou italiens : Zielinski, directeur de la ferme de la Corée¹¹, Napoléon Bossakiewicz, employé des travaux publics, Pierre Malatesta. La présence de ces réfugiés politiques rappelle aux républicains montbrisonnais le sort malheureux de plusieurs nations européennes dont ils se

9. Cf. Etienne Fournial : *Tristan Duché* (Roanne, 1990).

10. Claude Latta : *Mathieu Berlier* (Village de Forez, n° 2, avril 1980).

11. Joseph Barou, *La Ferme-école de la Corée* (Bull. de la Diana, tome XLVIII, n° 3, 1983).

sentent étroitement solidaires.

Enfin, rappelons que les républicains montbrisonnais peuvent se réclamer de deux des chefs "historiques" du parti républicain, tous deux nés à Montbrison : Martin Bernard (1808-1883)¹², frère cadet de Michel Bernard, enfermé dans la prison d'Etat du mont Saint-Michel puis à la citadelle de Doullens pour avoir participé et dirigé avec Barbès et Blanqui l'insurrection des "Saisons" de 1839 ; et Eugène Baune, fils d'un instituteur de Montbrison, qui fut le président de la section lyonnaise de la Société des Droits de l'Homme et, à ce titre, l'un des dirigeants de l'insurrection lyonnaise de 1834. Condamné à la prison à vie, amnistié en 1837, il est, en 1848, l'un des deux rédacteurs en chef du journal républicain *La Réforme* et a participé activement à la campagne des banquets.

L'opinion montbrisonnaise nous apparaît donc très contrastée, à l'image de celle de la France. L'insistance mise sur les oppositions au régime ne doit cependant faire oublier - il faut le répéter - que les partisans de Louis-Philippe, sont largement majoritaires. Cependant, même chez ceux-ci, le doute est apparu car le régime ne paraît plus capable d'assurer la prospérité économique.

3 - La crise économique

1846 a été une année de mauvaise récolte et, dans une France qui reste largement rurale, cette mauvaise récolte a déclenché la crise économique : misère dans les campagnes parmi le peuple des petits paysans et des journaliers, baisse du pouvoir d'achat des paysans, crise industrielle affectant en particulier le textile et la métallurgie, chômage ; et le chômage, c'est immédiatement la misère alors que n'existe aucun système de protection sociale.

Deux témoignages :

- encore une fois celui de Benoît Malon :

Cette année-là, 1846-47, eut lieu ce que pendant tout mon jeune âge j'entendis appeler "le grand hiver". Puis la cherté suivit. Je me souviens encore de la qualification funèbre qu'eut pour moi ce mot "cherté" lorsque ma mère nous dit la situation fin décembre et nous recommanda d'être bien ménagers du pain. Nous étions trois alors, Jean étant revenu à Noël de sa seconde condition pour aller à l'école et apprendre son catéchisme : les travaux s'étaient arrêtés, grande était la misère chez les pauvres du village.

"Mes pauvres petits, nous dit ma mère, la cherté est venue, je ne sais quand elle finira ; ménageons bien le pain ; nous avons encore quelques boisseaux de seigle et notre provision de charbon pour l'hiver. Si ne je suis pas malade, nous en sortirons tout de même".

Nous fûmes très frappés de ces paroles et nous rêvâmes quelquefois de la "cherté" qui nous apparaissait comme un monstre dévorateur. En attendant, elle nous faisait manger du pain bien plus noir, et qui dans la soupe, tombait au fond de l'écuelle ; il fallait aussi mastiquer doucement, autrement les débris pierreux craquaient douloureusement sous la dent.

12. Claude Latta : *Un républicain méconnu, Martin Bernard (1808-1883)*, Saint-Etienne, Centre d'Etudes Foréziennes, 1980.

Ma mère n'était pas la seule veuve mère de famille qui fût sans travail par suite de la rigueur des temps. La commune s'en émut et les sept ou huit femmes qui se trouvaient dans son cas furent embauchées comme elle à raison de dix sous par jour, non nourries, pour ramasser les pierres dans les champs qui longeaient les grands chemins et porter ces pierres, à pleins et lourds paniers, sur les dites routes. Les travailleuses partaient le matin avant le jour, par un froid sibérien. Elle emportaient un morceau de pain noir pour le goûter de midi et revenaient le soir à nuit close harassées et la figure couperosée par le froid.

Ma mère y tint cinq semaines, après lesquelles elle put à son grand contentement retourner en journée chez les fermières¹³.

- Le registre des délibérations du conseil municipal de Montbrison : la mendicité et le vagabondage se développaient à un tel point dans la ville que la municipalité chargea une commission présidée par un conseiller municipal, M. Boudot, de présenter un rapport et des propositions sur ce problème. Ce rapport nous apprend qu'en 1847, 262 familles sont secourues par le Bureau de Bienfaisance : chiffre énorme si l'on considère que cela fait peut-être un millier de personnes secourues pour une ville de 6 000 habitants environ. Le rapport est également révélateur des mentalités ; la commission proposait des mesures à caractère nettement répressif : "vérification des passeports¹⁴, arrestation des vagabonds, radiation des listes du Bureau de Bienfaisance des indigents non originaires de Montbrison, admission des indigents âgés à l'hospice, institution de délégués du Bureau de Bienfaisance chargés de vérifier la position de chaque famille, d'exiger de l'indigent la preuve qu'il se livre au travail dont il est capable, de veiller à ce qu'il fasse un emploi utile"¹⁵ des sommes allouées.

A Montbrison, l'inquiétude née de la crise économique et sociale, est encore aggravée par une épidémie de variole (la "petite vérole") qui éclate brusquement dans la seconde quinzaine de janvier ; il y a 3 morts en janvier, 10 en février et l'épidémie fait, au total, 59 morts entre janvier et juillet¹⁶.

Ainsi la révolution de 1848 doit-elle être étudiée sur fond de crise économique : une crise économique qui n'explique pas tout mais fait comprendre comment les mécontentements se sont sans doute ajoutés ; l'opinion a rendu responsable de la crise un régime qui ne trouvait dès lors plus guère de défenseurs.

13. B. Malon, op. cit., p. 41-42.

14. Il existait encore à cette époque des passeports intérieurs pour se déplacer d'une région à l'autre.

15. Registre des délibérations du conseil municipal de Montbrison, 1847.

16. Joseph Barou : *L'épidémie de variole de 1848 à Montbrison* (Village de Forez, n° 27, juillet 1986).

II - 1848, UNE REVOLUTION INATTENDUE

1 - L'annonce de la chute du régime

Les événements de février 1848, tels que nous les avons résumés dans l'introduction, furent des événements extérieurs à la réalité montbrisonnaise. Février 1848 est, répétons-le, une révolution parisienne. Les nouvelles parvenaient en province par le télégraphe (dont l'usage n'était pas public) et qui était aux mains de l'administration préfectorale qui informait la population par des affiches : imaginons les badauds se rassemblant pour prendre connaissance des dernières nouvelles en lisant les affiches placardées à la mairie et à la préfecture. Cela veut dire aussi que l'administration préfectorale pouvait "retenir" pendant quelques heures, voire pendant un jour ou deux, des nouvelles qu'on ne souhaitait pas divulguer. Le *Journal de Montbrison* reprenait ensuite ces dépêches officielles et y ajoutait ses commentaires, d'abord peu nombreux puis de plus en plus enthousiastes lorsque le nouveau régime républicain eut libéré la presse et que Michel Bernard put ouvertement manifester des sentiments républicains que sa correspondance privée¹⁷ atteste comme antérieurs à 1848.

Le 26 février 1848, la nouvelle fut officiellement annoncée à Montbrison de l'abdication de Louis-Philippe, de la formation d'un gouvernement provisoire et de la proclamation de la République. La stupeur semble avoir régné parmi les autorités surprises d'un dénouement aussi rapide. La stupeur et l'embarras. On décida qu'il était, selon une formule célèbre, urgent d'attendre. Qu'allait-il se passer ? Le préfet Cournon, dès l'annonce des premiers troubles, avait gagné Saint-Etienne *seul point du département de la Loire où une grande agglomération d'ouvriers, dont une partie est aujourd'hui sans travail, pût faire craindre que la tranquillité publique fut momentanément compromise*¹⁸. Le maire de Montbrison, Laguérenne, était indécis, attendant la suite des événements. Le 26 février, il invita les gardes nationaux à se rassembler le lendemain, dimanche 27 à 10 h, sans armes, sur la place de l'hôtel de ville, afin de recevoir les ordres de l'administration municipale mais finalement, il ne leur en donna aucun. Le même jour, le préfet Cournon envoya sa lettre de démission à son ministre, lettre dans laquelle, avec un certain courage, il ne cachait pas ses sentiments et ne reniait pas le régime qu'il avait servi :

*Fidèle au serment que j'ai prêté au roi et à la Charte constitutionnelle, profondément convaincu que le gouvernement républicain est antipathique aux moeurs de mon pays et qu'il ne saurait amener que de funestes résultats pour sa prospérité, je ne crois pouvoir ni participer à ses actes, ni concourir à son établissement.*¹⁹

17. La *Correspondance d'Auguste Bernard* (26 vol. à la B. M. de Saint-Etienne) contient de nombreuses lettres de Michel Bernard à son frère.

18. Lettre de démission du 26 février 1848. *Journal de Montbrison*.

19. *Journal de Montbrison*

Reçu le 2 Mars
à Jean
le drapeau venait d'être placé
au haut de l'église de Notre-Dame

LYON, le 27 Février 1848.

MES CHERS COOPÉRATEURS,

Les changements politiques survenus en France vous sont connus. Ce n'est pas nous, toujours occupés des intérêts éternels, qui nous étonnerons d'entendre dire que la main de Dieu renverse les trônes dans sa justice, et brise les couronnes.

Au milieu des émotions de ces premiers jours, conservez le calme, et mettez toute votre confiance en la divine Providence. Donnez aux Fidèles l'exemple de l'obéissance et de la soumission à la République. Vous formiez souvent le vœu de jouir de cette liberté qui rend nos frères des États-Unis si heureux ; cette liberté, vous l'aurez. Si les Autorités désirent arborer sur les édifices religieux le drapeau de la Nation, prêtez-vous avec empressement au désir des Magistrats. Le drapeau de la République sera toujours pour la religion un drapeau protecteur.

Poursuivez avec zèle, mes chers Coopérateurs, votre sainte mission, occupez-vous des pauvres, concourez à toutes les mesures qui pourront améliorer le sort des ouvriers. Il faut espérer qu'on montrera enfin un intérêt sincère et efficace à la classe laborieuse.

Vous lirez en chaire cette lettre aux Fidèles assemblés.

Agréez, mes chers Coopérateurs, l'assurance de mon sincère attachement.

† L. J. M. CARD. DE BONALD,
Arch. de Lyon.

Ce n'est que le 28 février que Laguërenne réunit son conseil municipal qui reconnut *le gouvernement républicain tel qu'il est constitué*²⁰ et le fit savoir à la population ainsi qu'à l'autorité préfectorale désormais représentée en principe par Henry Levet, doyen des conseillers de la préfecture. Mais l'enthousiasme ne semble pas, au conseil municipal, avoir été très grand et, d'ailleurs, Laguërenne se retira pratiquement des affaires publiques dès que la République fut proclamée, en laissant son premier adjoint, Bouvier, diriger la mairie et "expédier" comme on dit, "les affaires courantes".

De leur côté, les républicains manifestaient, réclamaient la plantation d'un arbre de la liberté, l'ouverture d'ateliers offrant du travail aux chômeurs, une prise de position du conseil municipal contre le monopole houiller²¹ - demandes qui restèrent sans beaucoup d'échos et que se contentent d'enregistrer les procès-verbaux du conseil municipal.

Quant au clergé, il exécutait les instructions du cardinal de Bonald, archevêque de Lyon : ce dernier fit connaître dès le 27 février son ralliement à la République. Son mandement parvint à Montbrison le 2 mars à une heure : ce texte qui est reproduit ci-contre montre de façon à peine voilée la satisfaction du légitimiste qu'était resté le cardinal de Bonald, à l'annonce de la chute de Louis-Philippe. Le drapeau tricolore, "le drapeau de la nation", flottait déjà en haut du clocher de la collégiale Notre-Dame, signe tangible du ralliement du clergé au nouveau régime²².

La veille, 1^{er} mars, le tribunal de Montbrison, siégeant en audience solennelle, sous la présidence de M. Lachèze, *a donné à l'unanimité son adhésion au gouvernement républicain, tel qu'il est constitué*. Episode intéressant : le ralliement, peu glorieux de Lachèze indiquait clairement que les orléanistes reconnaissaient leur défaite...

Ainsi les autorités prennent-elles le temps de se rallier à la République, sans enthousiasme excessif ; les républicains forment une minorité enthousiaste mais peu suivie par la population ; le clergé, comme son archevêque, se réjouit de la chute du monarque parce qu'il le considère comme un usurpateur.

2 - La rivalité avec Saint-Etienne

Depuis 1795, Montbrison était préfecture du département de la Loire. Mais les Stéphanois réclamaient depuis longtemps le transfert du chef-lieu dans leur ville, la plus peuplée et la plus active du département. Ils profitèrent de la situation troublée de février 1848 pour tenter de prendre en main l'administration du département ; le 26, le préfet Cournon, on l'a dit, avait démissionné et, curieusement, était venu à Saint-Etienne remettre ses fonctions entre les mains du conseil municipal de la cité stéphanoise : la démarche n'avait aucun caractère légal mais les Stéphanois en profitèrent pour instituer dans leur

20. Registre des délibérations du conseil municipal de Montbrison, 1848.

21. A Saint-Etienne, les ouvriers étaient très hostiles à la concentration qui s'était opérée entre les sociétés minières. Cf. P. Guillaume : *La compagnie des Mines de la Loire 1846 - 1854* (Paris, 1966).

22. Cf. ci-contre le texte intégral du Mandement du cardinal de Bonald (photocopie). On remarquera l'évidente satisfaction du cardinal - de convictions légitimistes - à l'annonce de la chute de Louis-Philippe considéré comme un "usurpateur", la référence aux Etats-Unis (le livre de Tocqueville *De la démocratie en Amérique* a été un succès) et le ton "ouvriériste" du texte.

renu le 4. Mars 1848

Préfecture de la Loire.

Montbrison, le 3 mars 1848.

Messieurs les Maires,

J'apprends que M. Hyp. Royet, prenant le titre de président de la Commission départementale, vient d'adresser à MM. les Maires une circulaire par laquelle il leur annonce que, désormais, les rapports administratifs, actuellement existants entre les autorités communales et la préfecture, s'établiront avec lui à Saint-Etienne.

Sans préjuger une telle démarche, entièrement contraire aux lois, et sur laquelle je me suis empressé d'appeler l'attention du Gouvernement provisoire et celle de M. le Procureur-Général, je crois devoir vous prévenir, Messieurs, que tant que le Gouvernement provisoire, par lui ou ses Délégués, n'aura pas sanctionné une semblable mesure, vos rapports administratifs ne peuvent légalement avoir lieu qu'avec le siège de l'administration départementale, à Montbrison, en prenant, comme par le passé, l'intermédiaire des sous-préfectures pour les arrondissements de Roanne et Saint-Etienne.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Doyen du conseil de Préfecture, faisant fonctions de Préfet provisoire,

H. LEVET.

ville une "commission préfectorale".

Le président de celle-ci, Hippolyte Royet, invita les maires du département à *entretenir avec lui les rapports qui ont existé jusqu'à ce jour avec l'autorité préfectorale*²³ : c'était ouvrir les hostilités avec M. Levet, le préfet provisoire, qui avait, avant 1848, publié plusieurs brochures pour défendre le rôle préfectoral de Montbrison.

D'ailleurs, à Montbrison, on craignit alors que le manque de zèle que l'on avait manifesté pour la République ne vînt conforter la position des Stéphanois et ne fût à l'origine d'un transfert de la préfecture.

Le 2 mars, la municipalité décida d'envoyer à Paris une députation auprès du gouvernement provisoire, chargée de lui porter l'adhésion du conseil municipal et de la garde nationale et d'intervenir auprès de lui afin de protester contre les prétentions de Saint-Etienne. Cette députation fut formée de deux conseillers municipaux, Bourboulon et Portier, de Michel Bernard, le directeur du Journal de Montbrison, ainsi que trois autres républicains, Vimal-Pontanet, Berlier et Rolland.

Martin Bernard, libéré de la prison de Doullens par la République et revenu à Paris, accepta d'intervenir auprès de Ledru-Rollin et présenta lui-même la délégation au ministre de l'Intérieur : M. *le Ministre a accueilli avec intérêt les communications de cette députation. Ayant appris que des tentatives avaient été faites pour déplacer le siège de la préfecture, le Ministre a donné les ordres les plus énergiques pour qu'il ne soit porté aucune atteinte à l'ordre de choses établi.*²⁴

Eugène Baune, commissaire de la République dans le département de la Loire, appliqua ce que Martin Bernard avait obtenu de Ledru-Rollin et le maintien de la préfecture à Montbrison fut immédiatement confirmé par lui.

Cependant, pour ménager les susceptibilités des Stéphanois, la "commission préfectorale" d'Hippolyte Royet reçut mission d'exercer les fonctions attribuées au sous-préfet de Saint-Etienne.

On voit à cette occasion combien le gouvernement républicain cherche à rassurer et à ne pas bouleverser l'ordre établi afin de bénéficier de l'appui de toutes les catégories sociales qui semblaient s'être ralliées au nouveau régime.

3 - Eugène Baune et Martin Bernard à Montbrison ou le retour des enfants prodiges

Montbrison accueille, en 1848, deux de ses illustres compatriotes. Nous avons déjà parlé d'Eugène Baune. Le gouvernement provisoire le nomma, dès le 27 février, commissaire du gouvernement provisoire dans le département de la Loire. Le 1^{er} mars, il arrivait à Saint-Etienne où il adressa aussitôt une proclamation aux habitants du département :

23. Journal de Montbrison (4 mars 1848).

24. Journal de Montbrison (11 mars 1848).



Eugène Baune en 1848 : le député à l'Assemblée constituante.
Lithographie. de Farcy, imp. Kaepelin à Paris.
Coll. de l'auteur

Au nom du Peuple

Citoyens du département de la Loire, le Gouvernement m'a fait l'honneur de le représenter dans le département de la Loire. Je viens avec joie, avec dévouement, m'associer aux efforts des Magistrats pour maintenir l'ordre et la liberté.

Citoyens vous êtes dignes de la grande révolution que le Peuple tout entier a faite qui aura pour résultat le bonheur du Peuple.

L'Europe qui admire et envie les miracles de votre industrie, sera témoin de votre patriotisme ardent comme la foi, calme comme la force. Unissons-nous tous de coeur au Gouvernement de la République, c'est celui du droit, de la justice et de l'égalité.

Vive la République !

Le Commissaire du Gouvernement dans le département de la Loire

E. Baune

Saint-Etienne, 1er mars 1848²⁵

Il s'employa surtout à faire revenir le calme à Saint-Etienne où des incidents avaient eu lieu et où la foule, comme à Lyon, s'en était prise aux couvents qui faisaient travailler à bon compte orphelines et pensionnaires - ce qui était considéré, à juste titre, par les ouvriers, comme une concurrence déloyale²⁶ ; il dut aussi aller à Roanne où s'agitaient les tisseurs, réduits au chômage par la crise.

Il se rendit à Montbrison du 5 au 7 mars suivant où il fut reçu par Henry Levet, préfet provisoire (qu'il confirma dans ses fonctions) et par P. Bouvier, premier adjoint (faisant, de fait, fonction de maire).

Citons le compte rendu du Journal de Montbrison

M. Eugène Baune, commissaire du gouvernement dans le département de la Loire, est arrivé à Montbrison le 5, venant de Saint-Etienne. La garde nationale et les autorités l'ont reçu. Il est d'abord descendu dans la maison d'un allié de sa famille puis s'est rendu à la préfecture où l'attendait le conseil de préfecture.

M. Bouvier, premier adjoint, et M. Levet, préfet provisoire, ont témoigné à M. Baune combien le pays était heureux de se trouver placé sous la haute autorité de l'un de ses concitoyens dont le généreux patriotisme, le dévouement, les lumières, ne pourront qu'assurer d'heureux résultats.

M. Baune a exprimé la satisfaction qu'il éprouvait d'avoir à représenter le gouvernement provisoire au milieu des amis de son enfance, des compagnons de ses études. Il a remercié ses concitoyens du concours que leur accueil lui faisait espérer.

25. Journal de Montbrison (4 mars 1848).

26. Cf. André Pauze : Avril 1848 : le sac des couvents stéphanois (Bulletin des Amis du Vieux Saint-Etienne, n°s 147 et 148, 1987).

Répondant à M. le premier adjoint, M. le commissaire du gouvernement a désapprouvé les tentatives faites par quelques habitants de Saint-Etienne pour porter le désordre dans le service de l'administration départementale et dont les prétentions ne tendaient rien moins qu'à déplacer le chef-lieu de cette administration.²⁷

Le lendemain, Eugène Baune assista à la séance mensuelle de la société d'agriculture de Montbrison : le commissaire du gouvernement voulait ainsi montrer l'intérêt qu'il portait aux activités agricoles d'une région essentiellement rurale.

Le jour suivant - 7 mars - un banquet fut offert à Eugène Baune "dans la salle des élections de la Préfecture" par 285 "souscripteurs" : c'est, si l'on ose dire, la "grand messe" des républicains qui est ici célébrée. Le banquet est présidé par Laurent Chavassieu ; le vice-président en est M. de Belleperche, commandant de la garde nationale. Les commissaires du banquet sont le Dr Rey, M. Blanc, négociant, Me Delmas et Me Nermon, tous deux avoués, Me Faure, avocat, et Tony Colmet, limonadier.

Au dessert, des toasts sont portés : à Eugène Baune, à la garde nationale, à la liberté de la presse, à l'émancipation des peuples, au gouvernement provisoire, à l'Italie et à la Pologne, car la France est le véritable soldat de Dieu pour la liberté du monde, à la fraternité universelle des peuples - toasts significatifs de "l'illusion lyrique de 1848", du grand espoir de libération et de fraternité qui naît à ce moment-là en France et en Europe.

Le soir, la ville illumina pendant qu'une foule joyeuse, animée se réparait dans les rues²⁸.

Enfin les élèves du petit séminaire ont exécuté sous les fenêtres du commissaire du gouvernement quelques airs de musique militaire. E. Baune, ému de cette nouvelle marque de sympathie, a adressé une touchante allocution à ces jeunes élèves dans laquelle il les invitait à compléter leur développement moral par la culture simultanée des sciences et des arts²⁹.

La seconde visite que reçut Montbrison fut celle de Martin Bernard devenu entre temps (le 17 mars) commissaire général du gouvernement provisoire pour les départements du Rhône, de la Loire, de la Haute-Loire et de l'Ardèche. Il commença - en compagnie de son frère cadet Henry, devenu son chef de cabinet - une tournée à travers les départements dont le gouvernement lui avait confié la charge : le Rhône où, à Lyon, Emmanuel Arago se débattait au milieu de mille difficultés, l'Ardèche, la Haute-Loire : il lui fallait avant tout s'informer de la situation et marquer la présence du pouvoir républicain. Enfin il termina sa tournée par le département de la Loire où il désirait être candidat à l'Assemblée constituante dont l'élection était prévue pour le 23 avril 1848.

Dès le 15 mars, un comité électoral des républicains de l'arrondissement de Montbrison avait été formé sous la présidence de Laurent Chavassieu, Michel Bernard étant vice-président ainsi que Me Faure, avocat. Le 18 mars, le comité envoya une adresse aux électeurs dans laquelle il insistait sur la nécessité de

27. Journal de Montbrison (4 mars 1848).

28. Journal de Montbrison (11 mars 1848).

29. Journal de Montbrison (11 mars 1848).

choisir comme candidats des hommes sincèrement et loyalement républicains, bref des "républicains de la veille". Le 26 mars, le comité désigna les quatre candidats de l'arrondissement de Montbrison (la liste devait comporter onze noms). Il y eut 464 votants, ce qui montre que le "parti républicain" était déjà solidement implanté. Laurent Chavassieu (450 voix), Eugène Baune (443 voix), Martin Bernard (367 voix) et Me Mouillaud (364 voix) furent désignés. On remarquera que Martin Bernard a 100 voix de moins que Chavassieu et Eugène Baune. L'ancien révolutionnaire de la "prise d'armes" de 1839 faisait sans doute peur à certains modérés. D'autre part, le clergé, qui s'était d'abord rallié avec enthousiasme à la République, semblait effrayé par la candidature de Martin Bernard et menait campagne contre lui. M. Bourboulon, républicain et conseiller municipal de Montbrison, écrit à Martin Bernard que *les prêtres lui avaient déclaré une guerre acharnée*³⁰. Dans les campagnes, le clergé manifestait aussi désormais son inquiétude et son hostilité au nouveau régime. Citons encore le témoignage de Benoît Malon qui écrit dans ses Souvenirs :

*Le curé monta en chaire, son air morne me frappa ; ce fut bien pis quand je l'entendis parler de "grands malheurs qui nous menaçaient", de "massacres" prochains à Paris, à Lyon, à Saint-Etienne*³¹. Apaisons Dieu, conclut-il, et il annonçait qu'on chanterait à l'issue de la messe, *le Parce domine*³² pour que le Seigneur éloignât de nous ces jours de détresse et de menace.

*Bonnet qui ne comprenait pas que cela était anti-républicain et carliste, fit présenter les armes au curé descendant de la chaire. Peu après les huit "grangers" et "habitants" (fermiers et propriétaires) qui composaient le lutrin du village, entonnèrent dans un choeur rauque et discordant, mais plein d'une immense crainte, le sombre chant catholique*³³.

Toutes ces considérations poussaient Martin Bernard à venir à Montbrison. Le 9 avril, il était à Saint-Etienne où il rencontrait son vieil ami Eugène Baune. Le 10 avril, il arriva à Montbrison où il n'était pas venu depuis 1837.

Sa famille et ses amis l'attendaient sur la route de Saint-Etienne et l'escortèrent jusqu'à la préfecture où il reçut un accueil enthousiaste de la part de ses compatriotes et où il prononça quelques mots de remerciements avant de recevoir les autorités locales : M. Levet, le préfet provisoire et surtout Laurent Chavassieu, nommé maire de Montbrison, quinze jours auparavant, en remplacement de Laguërenne. Il ne s'attendait pas à un tel accueil : *Ils ont été admirables. Que dis-je ? J'ai cru qu'ils m'étoufferaient de leurs caresses*³⁴.

30. Publié par L. Lévy-Schneider : Un commissaire général de la République à Lyon, (Revue d'Histoire de Lyon, 1913).

31. Notations également capitales pour comprendre la seconde République :

- l'attitude du clergé rural était souvent loin d'être favorable à la République alors que le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, s'était publiquement réjoui de l'avènement de celle-ci.

- Dès le début de la République - avant même les tragiques journées de juin - les habitants des campagnes sont effrayés par les rumeurs qui se répandent quant à de possibles troubles dans les grandes villes industrielles.

32. Parce Domine : Epargne-nous, Seigneur.

33. B. Malon, op. cit., p. 46.

34. Lettre de Martin Bernard à son frère Auguste Bernard, 26 avril 1848 (B.M. de Saint-Etienne, Correspondance d'Auguste Bernard, t. IX, f^{os} 87-88).

ASSEMBLÉE NATIONALE
GALERIE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (1848)
(Loire)



Lith. d'après nature par Deveria

Imp. Lemercier, à Paris

E. Deveria sculp. direct.

Paris. Maison BASSET Rue de Seine 53

Paris. COUPIL VIBERT & C^e Boulevard Montmartre 13

MARTIN BERNARD

Né à Montbrison le 17 Septembre 1808

Ancien Commissaire Général de la République

Martin Bernard

Martin Bernard, Représentant du Peuple en 1848

Lithographie de DEVERIA (Bibliothèque municipale de Lyon)

Il se rendit ensuite chez son frère aîné, Michel Bernard, qui logeait dans la Grande-Rue³⁵. Le soir, la foule se porta vers la maison de ce dernier et la garde nationale vint donner une sérénade à Martin Bernard. La ville illumina.

Pendant son séjour à Montbrison, Martin Bernard reçut de nombreuses délégations et participa à la mise au point d'une liste républicaine qui comprenait à la fois des républicains modérés et des républicains "avancés". Il arbitra les problèmes de personnes : ce rôle qui lui est dévolu montrait qu'on le reconnaissait comme le chef du parti républicain dans la Loire.

Le 13 avril, ses amis lui offrirent un banquet de 250 couverts à la préfecture : le rituel inauguré par Eugène Baune se répétait. Après les premiers toasts portés par MM. Chavassieu et Bourboulon, Martin Bernard prononça un discours important dont l'assemblée demanda ensuite l'impression et l'affichage. Martin Bernard exalta d'abord l'esprit de 1848 et le caractère international de la révolution, dans un style bien caractéristique de l'époque :

Oui, l'époque est grande, citoyens, alors que les mois sont des siècles, alors que l'histoire a peine à enregistrer les événements d'une journée. Et voyez, hier une nuit profonde couvrait l'Europe et ses épaisses ténèbres. Aujourd'hui il a suffi d'un simple rayon de soleil de la Liberté pour illuminer les antres jusque là impénétrables du despotisme.

Puis, dans le but de rassurer l'assistance, il invitait à la prudence :

Mais s'il nous faut l'énergie, il nous faut aussi la prudence... Citoyens, énergie dans l'idée et prudence dans l'application... voilà notre règle de conduite.

Enfin, il indiquait que le problème de la souveraineté politique étant réglé par le suffrage universel, il restait à résoudre la question sociale. Certes, il ne fallait pas pour cela détruire les forces vives et réelles qui existent ; sanctifions-les dans l'intérêt général. Respect à la religion, à la famille, à la propriété !

Mais le problème social ne pouvait trouver de solution que dans la grande idée de l'association :

Le principe de l'association... tuera la féodalité industrielle.

Ce discours est intéressant pour apprécier l'attitude politique du révolutionnaire de 1839 devenu commissaire du gouvernement. Il accepte ici de prêcher la prudence, d'affirmer son respect pour les valeurs traditionnelles (religion, famille, propriété). Nécessité oblige : il représente un pouvoir qui s'efforce de rassurer toutes les couches sociales et, en particulier, ces notables qui sont venus l'écouter. Mais il affirme aussi la volonté de transformer la société et d'appliquer le principe de l'association qui marque si fortement le socialisme français du XIX^e siècle.

Le soir même, la ville illumina à nouveau. Mais dès le lendemain matin, Martin Bernard partait pour Lyon où le trouble des esprits et les menaces qui pesaient sur l'ordre public requéraient sa présence.

35. Aujourd'hui rue Martin-Bernard.

Comment interpréter ces deux réceptions d'Eugène Baune et Martin Bernard ?

- Il y a sans doute la volonté - non exempte de chauvinisme local - de réintégrer à l'histoire montbrisonnaise (certains diraient de "récupérer") le destin exceptionnel de deux de ses fils dont la conduite politique a dû être, quelques années auparavant, bien critiquée, mais que les événements récents rendent exemplaire et même prophétique.

- C'est, en outre, l'occasion pour les républicains montbrisonnais d'affirmer leur force, de montrer que, derrière Laurent Chavassieu, ils sont devenus la majorité, de célébrer (il s'agit bien d'une "célébration") leur unité, d'affirmer que l'avenir leur appartient (au moment où approchent les élections à la Constituante).

- Ces deux réceptions manifestent aussi que Montbrison participe à ce mouvement d'émotion collective qui est la marque de 1848 : tout paraît possible puisque les "martyrs de la liberté" l'affirment tout en essayant de rassurer ceux que la vague de fond de 1848 pourrait inquiéter. L'estime et la popularité dont jouit Laurent Chavassieu, grand bourgeois démocrate, républicain sincère, attestent que l'ordre et la liberté paraissent désormais conciliables.

Dernière question que nous poserons aux événements : cette unité est-elle sans faille ? Sans doute non.

Henry Bernard écrit à son frère Auguste - c'est l'intérêt des correspondances privées que de tempérer l'unanimité des déclarations officielles - qu'une véritable opposition existe cependant entre bourgeois et ouvriers : *les uns et les autres s'observent avec défiance, irritation, haine*³⁶. Les deux catégories sociales s'opposaient notamment pour le contrôle de la garde nationale. Va-t-on parler de "lutte des classes" ? Notons seulement que les événements peuvent, à l'avenir, faire craquer une façade d'unanimité dont profite alors la République.

En tout cas, les acclamations qui montent vers Eugène Baune et Martin Bernard n'ont probablement pas toutes le même sens politique. Pour les bourgeois, "républicains du lendemain", l'objectif est surtout de canaliser, de contrôler le mouvement républicain, alors que les ouvriers attendent de la République la transformation de leur sort matériel.

36. Lettre d'Henry Bernard à Auguste Bernard, 13 avril 1848 (B.M. de Saint-Etienne, Correspondance d'Auguste Bernard, t. IX, f^{os} 74-74).

III - DES ELECTIONS DE 1848 AU 2 DECEMBRE 1851

1 - Les élections à la Constituante

Les 23 et 24 avril 1848 eurent lieu les élections à l'Assemblée constituante. Pour la première fois de son histoire le peuple français s'exprimait au suffrage universel : tous les Français de plus de 21 ans étaient électeurs. Le scrutin de liste à un tour avait été adopté, dans le cadre du département. Cependant, les électeurs n'étaient pas obligés de voter pour une liste bloquée. Ils pouvaient, comme on dit, "panacher", c'est-à-dire constituer, en fait, leur propre liste. Leur bulletin de vote devait simplement comporter autant de noms qu'il y avait de sièges à pourvoir - onze - dans le département.

Tous les témoins sont unanimes : à travers toute la France, cette élection au suffrage universel se déroula dans la gravité et la ferveur. La coïncidence avec le jour de Pâques donnait à l'événement une solennité supplémentaire. Le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, avait recommandé à ses prêtres de dire la messe de bonne heure afin de faciliter le vote des fidèles : en effet le vote avait lieu au chef-lieu de canton et les électeurs des communes rurales devaient s'y déplacer, ce qu'ils firent généralement en cortège, après la grand-messe.

La participation électorale fut très forte : 88,30 % de votants dans le département de la Loire. La liste d'union des républicains obtint 10 sièges sur 11 : parmi les élus, Martin Bernard, Eugène Baune, Chavassieu, Jules Favre. Seul M^e Mouillaud n'était pas élu et encore était-il au 13^e rang - ce qui était une défaite honorable. Henry Levet était le seul candidat de la liste des conservateurs à être élu. Mais les électeurs avaient largement usé de leur droit de "panachage" : Laurent Chavassieu, le maire de Montbrison, obtenait 89 % des suffrages, le procureur général Alcock, candidat des Roannais, 90 %. Mais Martin Bernard, qui pour beaucoup de ses compatriotes restait un "rouge", un dangereux révolutionnaire, n'obtenait que 49 % des suffrages. Prenons les voix qui se sont portées sur lui pour esquisser une géographie électorale du parti républicain dans le Montbrisonnais : dans les monts du Forez, Martin Bernard fait ses scores électoraux les plus faibles : il obtient 5 % seulement des voix dans le canton de Noirétable, 16 % dans celui de Saint-Bonnet-le-Château. Mais dans la plaine, il a 38 % des voix dans le canton de Feurs, 50 % dans celui de Saint-Rambert. A Montbrison, il a 43 % des voix, mais il est l'enfant du pays. On retrouve ici l'opposition plaine/montagne, la plaine votant plus à gauche que les monts du Forez³⁷.

Sur l'ensemble du département, ce sont naturellement les villes ouvrières de Saint-Etienne et de Roanne qui assurent la victoire des républicains les plus avancés.

37. Déjà à l'époque de la révolution française de 1789, les paysans de la plaine du Forez avaient été beaucoup plus favorables à la République que ceux des monts du Forez. L'impopularité du métayage, fréquent dans la plaine du Forez, provoque des réactions d'hostilité aux grands propriétaires et un désir de changement politique et social.

Ajoutons que, sur le plan national, les républicains modérés étaient les grands vainqueurs du scrutin avec 580 sièges contre 200 aux conservateurs et une centaine aux socialistes.

2 - Le retour du balancier :

La seconde partie de l'année 1848 est marquée par le retour en force des conservateurs :

- Les journées de juin 1848, à Paris, voient l'écrasement dans le sang de la révolte des ouvriers parisiens, acculés à l'insurrection par la suppression des ateliers nationaux. La République a fait tirer sur les ouvriers ; 5 000 morts gisent sur le pavé parisien, 4 000 ouvriers et un millier de soldats. La société française est coupée en deux. Le pouvoir est confié au général Cavaignac, républicain modéré, qui a rétabli l'ordre à Paris. C'est la fin des illusions, c'est la fin de l'"illusion lyrique", des rêves de fraternité universelle dont on s'était bercé en février et en mars. Benoît Malon raconte :

Mais un dimanche d'été, tout changea. On déclara que les partageux avaient voulu mettre Paris à feu et à sang ; mais que l'armée et la garde nationale avaient sauvé la France. Le petit groupe des rouges, commandé par Jean le Rouland et son ami Brulé était consterné. Tandis que les gros fermiers et les forts habitants étaient radieux et provocants, les affamés venaient d'être encore une fois vaincus dans les lamentables journées de juin.

Ce fut la fin de la joie et de la fraternité républicaines. Dans notre petit village plus de danses, plus de revues, plus de parades. Il est probable qu'il en fut de même un peu partout dans la campagne française.

Nous regrettâmes fort que le temps des réjouissances fût passé si vite et demandâmes plus d'une fois quand reviendrait la République. - Napoléon seul, concluait philosophiquement Bonnet Viennet, peut arranger tout ça. La France pensa malheureusement comme lui...³⁸

En août, le préfet de la Loire, M^e Sain³⁹, est remplacé par le conservateur Jules Rousset⁴⁰.

- L'unanimité des républicains vole en éclats : parmi les élus républicains d'avril 1848 dans le département de la Loire quatre vont siéger dans le groupe de la "Montagne" qui regroupe, autour de Ledru-Rollin, les "démocrates socialistes" : ce sont Laurent Chavassieu, Martin Bernard, Eugène Baune et Jules Favre. Trois autres - Callet, Devillaine, Fourneyron - rejoignent Levet sur les bancs des républicains modérés. Les autres (Alcock, Verpilleux et Point) se diluent dans le Marais et ne se représenteront pas en 1849.

- En août 1848, des élections municipales ont lieu dans tout le pays. A Montbrison, le maire sortant Laurent Chavassieu paye ses prises de position fa-

38. B. Malon, *op. cit.*, p. 47.

39. Pierre Sain (Anse, 1814 - 1862), préfet de la Loire (1848) puis représentant du peuple (1849 - 1851).

40. Jules Rousset (1802 - ap. 1866), préfet de la Loire (1848 - 1851), conseiller référendaire à la Cour des comptes.

vorables à la "Montagne". Il est certes élu au conseil municipal mais devancé par Bouvier, Bournat, Du Chevalard et Lhote. Bouvier a 100 voix de plus que lui (608 suffrages sur 738 votants) et est nommé maire par le préfet et le restera jusqu'au milieu du second Empire.

- A Paris, la préparation de la constitution occupe une grande partie des travaux de l'Assemblée. Martin Bernard, malgré un discours qui obtient l'adhésion enthousiaste de Lamartine, ne parvient pas à faire inclure le "droit au travail" dans le préambule de la constitution.

Le grand débat est celui du mode de désignation du président de la République. Les membres de la "Montagne" - qui sentent la menace du bonapartisme - défendent l'amendement Grévy qui prévoit l'élection du président par l'assemblée législative. Les républicains craignent, en effet, que l'élection du président de la République ne favorise Louis Napoléon Bonaparte, dont le nom est populaire dans le pays. Martin Bernard, Baune, Chavassieu votent pour cet amendement mais c'est le vote au suffrage universel qui est adopté. Pour se préparer à cette élection, dans laquelle Ledru-Rollin allait être candidat, les membres de la "Montagne" créent la *Solidarité républicaine* qui est présidée par Martin Bernard et qui met en place dans tout le pays des comités destinés à rassembler les "démocrates socialistes". Dans le Forez, la réunion des "démocrates socialistes" se tient à Feurs le 21 novembre 1848 : *la majorité a désigné comme candidat qui lui paraissait présenter le plus de garanties le citoyen Ledru-Rollin ; elle a formé des comités provisoires qui seront chargés de recommander cette candidature. Un manifeste démocratique a aussi été adopté*⁴¹.

Dans le numéro du Journal de Montbrison daté du 23 novembre 1848, Michel Bernard prend une position plus nuancée : il déclare que Ledru-Rollin est certes celui qui représente le mieux "le principe républicain", mais, écrit-il, nous devons prendre les faits tels qu'ils sont : *il existe une candidature, celle de M. Louis Napoléon Bonaparte qui, d'après le bruit public, serait même celui des candidats sur lequel sera porté le plus grand nombre de suffrages... le premier but est donc pour nous d'écarter M. Bonaparte.* Dans ces conditions, Michel Bernard conseille à ses lecteurs de faire avant tout barrage au bonapartisme même s'il faut pour cela voter pour Cavaignac, candidat des républicains modérés et responsable de la répression féroce des journées de Juin.

On connaît le résultat : Louis Napoléon Bonaparte est élu avec une énorme majorité : 5,4 millions de voix (74,2 % des suffrages contre 1,4 millions de voix à Cavaignac et 371 000 à Ledru-Rollin).

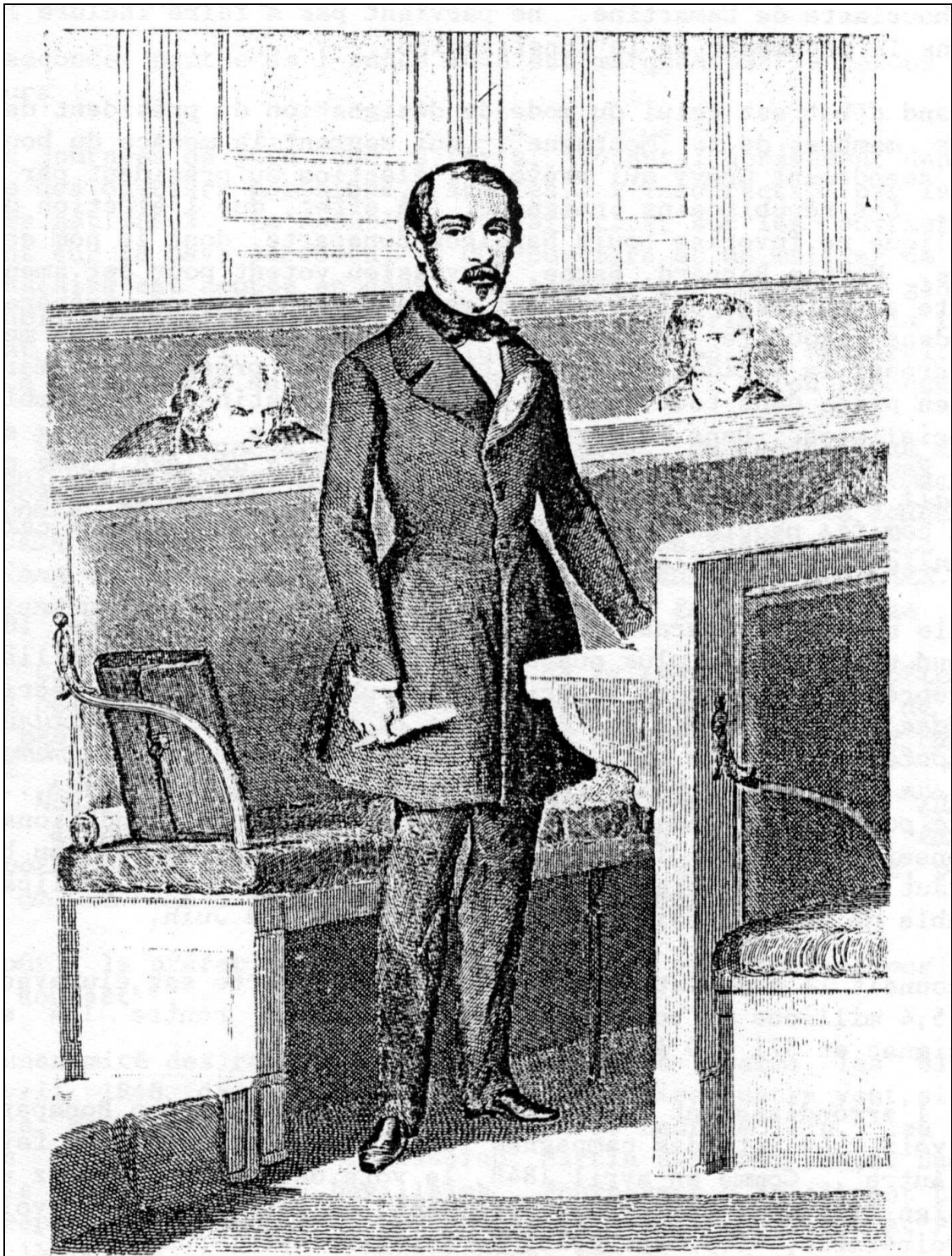
Dans l'arrondissement de Montbrison, Louis Napoléon Bonaparte a obtenu 81,7 % des voix. Le vote des campagnes foréziennes est massif en faveur du "Neveu" de "l'Autre". Comme en avril 1848, le vote des monts du Forez est particulièrement significatif : le "prince président" obtient 86 % des voix dans le canton de Noirétable, 91 % dans celui de Saint-Bonnet-le-Château⁴².

Pour ceux qui croient aux présages et aux symboles le Journal de Montbrison annonçait quelques jours plus tard, le 10 janvier 1849 :

Un vent violent a régné cette nuit. Il a rompu l'arbre de la liberté planté derrière l'hôtel de ville de Montbrison.

41. Journal de Montbrison (23 novembre 1848).

42. Cf. Jean Merley : L'élection à la Présidence de la République du 10 décembre 1848 dans le département de la Loire (Saint-Etienne, Etudes d'Histoire, 1986).



J. Chelveron del.

Imp. Fourn. j^m r. d. Acad. des Arts. 37. Paris

F. Rosette sc.

LOUIS NAPOLEON

Représentant du Peuple.

3 - L'agonie de la République

En mai 1849, les républicains de la "Montagne" remportent encore un demi-succès : certes les conservateurs gagnent nettement les élections sur le plan national, 500 d'entre eux sont élus à l'Assemblée législative. Les républicains modérés sont écrasés et une centaine d'entre eux seulement reviennent au Palais Bourbon. Mais, à l'extrême gauche, un bloc de quelque 200 députés de la "Montagne" est élu ; parmi eux sont réélus ou élus, dans la Loire, cinq membres de la liste démocrate-socialiste : Martin Bernard, Laurent Chavassieu, Eugène Baune ainsi que deux avocats qui ont été, sous le règne de Louis-Philippe, les défenseurs attitrés des mineurs du bassin de la Loire : M^e Sain (de Rive-de-Gier) et Tristan Duché (de Saint-Etienne). Les autres élus sont trois conservateurs ou républicains modérés (Callet, Levet et Heurtier) et un bonapartiste, Fialin de Persigny (le futur organisateur du coup d'Etat du 2 décembre, le futur duc de Persigny, ministre de Napoléon III). La Loire s'est ainsi donné une représentation parlementaire nettement orientée à gauche et fait partie de ces départements du centre de la France dans lesquels le travail en profondeur des républicains s'est révélé efficace. A Montbrison même - dans le canton de Montbrison - Martin Bernard, pour reprendre cet exemple significatif, a 44 % des voix contre 43 % un an avant, alors que sa candidature a un tout autre sens qu'en 1848 et n'était pas, comme l'année précédente, diluée dans une liste d'union républicaine.

Mais c'était là, le "chant du cygne" des républicains.

- La manifestation du 13 juin 1849, en faveur de la République romaine⁴³, décapite le groupe de la Montagne : Ledru-Rollin et Martin Bernard doivent partir en exil pour ne pas être arrêtés. Eugène Baune devint le président du groupe parlementaire de ce qui restait de la "Montagne".

- L'année 1850 est marquée par le renforcement des positions conservatrices : vote de la loi du 31 mai sur les élections, qui enlève, de fait, le droit de vote à trois millions de Français ; vote de la loi Falloux qui ouvre une longue querelle : la liberté de l'enseignement est accordée à l'Eglise catholique car on espère que celle-ci, par son enseignement, rétablira les bases morales de l'"ordre social"...

- 1851 : par le coup d'Etat du 2 décembre, le prince-président se parjure et renverse la République alors qu'il a solennellement promis de défendre les institutions. A Paris, Eugène Baune est arrêté, en même temps qu'une quinzaine de chefs de l'opposition, dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre et à l'annonce de son arrestation, Victor Hugo s'écrie : "*c'est la République qui est arrêtée !*". Dans les jours qui suivent Laurent Chavassieu est également emprisonné. Le premier est frappé d'exil comme 65 autres députés, le second revient à Montbrison où la police impériale le surveillera pendant tout l'Empire et où ses anciennes relations n'oseront guère fréquenter, désormais, sa maison.

Dans l'arrondissement de Montbrison, la gendarmerie arrête 17 suspects qui sont immédiatement écroués. Parmi eux, quelques notables : Théophile Denis, pharmacien à Boën, Maître Blanc, notaire à Saint-Marcellin, mais aussi des gens du peuple, quatre agriculteurs de Sury-le-Comtal, un serrurier de Sail-sous-

43. Les républicains italiens avaient chassé le pape Pie IX de ses états et installé à Rome une République dirigée par Mazzini et Garibaldi. L'expédition française était commandée par le général Oudinot.

Couzan, Jean Janvier, qui est plus tard condamné à la transportation en Algérie et deux Montbrisonnais que l'on traîne à Lyon pour avoir "replanté l'arbre de la Liberté arraché par ordre de l'autorité supérieure". Il n'y a pourtant pas eu de mouvement réel de résistance mais l'occasion est bonne de décapiter le parti républicain et d'intimider ses militants.

Dans le Montbrisonnais, le coup d'Etat est ratifié par 90 % des voix. Tous les fonctionnaires prêtent, un an plus tard, serment au nouvel empereur que la France vient de se donner, depuis le préfet jusqu'au concierge des prisons, et le conseil municipal, toujours présidé par Bouvier, décide *l'achat d'un buste en plâtre de sa Majesté l'Empereur*⁴⁴, sans doute pour orner la salle des séances (où depuis 1870 celui de Marianne l'a remplacé...)

Ainsi finissait un beau rêve, celui de 1848, celui des hommes qui, tels les Montbrisonnais Laurent Chavassieu, Eugène Baune, Mathieu Berlier ou Martin Bernard et d'autres moins connus, avaient espéré "changer la vie". Mais, en Histoire, aucun acte n'est inutile, aucun sacrifice n'est inutile. 1848 prépare la III^e République. En balbutiant, certes : on a vu les habitants du Montbrisonnais voter pour Louis Napoléon Bonaparte et approuver trois ans plus tard son coup d'Etat, mais aussi envoyer à l'Assemblée des républicains bon teint. La démocratie a besoin de pédagogie : 1848 fut une période d'apprentissage, qui ne fut point oubliée. En 1870, quand la République revint, le nouveau préfet républicain de la Loire, César Bertholon, lorsqu'il eut un nouveau maire de Montbrison à nommer, choisit Jean-Baptiste Chavassieu, le fils du député de 1848, car son nom symbolisait, dans la petite sous-préfecture de la Loire, la République. Les Montbrisonnais ont donné le nom de Chavassieu à un boulevard et à une école, celui d'Eugène Baune à une place, celui de Martin Bernard à la Grand-Rue, reconnaissant ainsi que les vaincus de 1851 avaient fait l'Histoire et étaient, malgré leur défaite, de la race des fondateurs : des vaincus certes, mais qui ont créé la République.

44. Registre des délibérations du conseil municipal de Montbrison, 1851.

TABLE

INTRODUCTION	p. 3
I - LE MONTBRISONNAIS A LA VEILLE DE LA REVOLUTION : SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE	
1 - Une région rurale, une petite capitale	p. 4
2 - La situation politique	p. 4
3 - La crise économique	p. 7
II - 1848, UNE REVOLUTION INATTENDUE	
1 - L'annonce de la chute du régime	p. 9
2 - La rivalité avec Saint-Etienne	p. 11
3 - Eugène Baune et Martin Bernard à Montbrison ou le retour des enfants prodiges	p. 13
III - DES ELECTIONS DE 1848 AU 2 DECEMBRE 1851	
1 - Les élections à la Constituante	p. 21
2 - Le retour du balancier	p. 22
3 - L'agonie de la République	p. 25

SUPPLEMENT AU N° 48 DE VILLAGE DE FOREZ (octobre 1991)

Siège social : Centre Social de Montbrison
Rue Puy-du-Rozeil
42600 MONTRISON

Courrier-coordination : Joseph BAROU
Directeur de la publication : Claude LATTA

Dépôt légal : 4ème trimestre 1991
Impression : Centre départemental de documentation pédagogique
de la Loire, St-Etienne.